

## **L'anarchie néolibérale, responsable de la crise**

**Par Laurent Pinsolle. La crise actuelle n'est pas seulement le résultat de l'abus de subprimes ou du comportement individuel de quelques traders. Elle est la conséquence directe des excès de la déréglementation.**



(photo : Bombardier - Flickr – cc)

### **Aux racines du mal : une triple déréglementation**

À partir des années 70, les structures économiques relativement rigides issues de l'après-guerre ont été démantelées par les tenants d'une liberté économique sans limites. Ils sont parvenus à mettre en place une triple déréglementation, monétaire, commerciale et financière, liée par l'idéologie et des intérêts croisés. La libéralisation financière pousse ainsi celle du commerce puisque les multinationales qui investissent à l'étranger cherchent ensuite à exporter. La libéralisation monétaire pousse la libéralisation financière pour permettre aux entreprises de se couvrir contre les évolutions erratiques du cours des monnaies.

On oublie aujourd'hui le rôle fondamental de la fin de la convertibilité du dollar en 1971, qui a accéléré la financiarisation de l'économie (le marché des devises est le premier au monde). Puis, les accords commerciaux se sont multipliés pour démanteler les barrières douanières et assurer une circulation la plus libre possible des biens. Enfin, les années 80 ont vu une accélération de la déréglementation financière jusqu'à ce que les échanges financiers soient 50 fois plus importants que ceux de marchandises.

### **Les trois conséquences de la déréglementation**

La déréglementation a eu trois conséquences. La première a été un gonflement incontrôlé de l'endettement (des ménages et des Etats,), permis par le manque d'encadrement des pratiques financières. Les institutions financières peuvent créer toujours plus de monnaie par rapport à leurs capitaux, que ce soit par l'effet de levier, qui permet de prêter ou placer davantage que ce qui est autorisé (par le hors bilan) ou la titrisation (qui permet de sortir le risque du bilan). Les excès de cette libéralisation sont particulièrement bien illustrés par les excès du marché de l'immobilier

subprimes aux Etats-Unis, que Paul Jorion décrit si bien.

La deuxième conséquence est une amplification radicale du caractère cyclique de nos économies et la multiplication des crises. Nous vivons dans un monde économique de plus en plus instable : krach boursier en 1987, crise économique du début des années 90 (conséquence d'une bulle immobilière), crise asiatique de 1997, bulle Internet de 2001, subprimes en 2007. Et du fait de la libéralisation, la contagion est plus rapide et les crises sont plus violentes. Le repli de la régulation laisse mieux apparaître le caractère exagérément cyclique du marché, exubérant à la hausse comme à la baisse.

La troisième conséquence est une hausse des inégalités. Le libre-échange non régulé des pays développés avec les pays émergents provoque une déflation salariale et une hausse du chômage. Le système actuel ne profite au mieux qu'à 10% de la population. Et la hausse des inégalités se retrouve également dans la soumission accrue des entreprises au diktat du marché. Enfin, cette inégalité transparait dans le rapport entre les entreprises et les citoyens puisque les premières s'accaparent une part toujours plus grande de la richesse au détriment des salaires, preuve que déréglementation ne rime pas forcément avec concurrence.

Pire, les trois conséquences de la déréglementation se renforcent entre elles. En effet, c'est bien la hausse des inégalités aux Etats-Unis qui a provoqué la catastrophe des subprimes puisque les ménages modestes ont compensé par l'emprunt la baisse de leur pouvoir d'achat à cause à la déréglementation financière. Et c'est la déréglementation monétaire et financière qui pousse les pays d'Asie à engranger des excédents colossaux pour se protéger des marchés, créant d'énormes déséquilibres financiers mondiaux.

### **Une guerre sémantique et philosophique**

De manière intéressante, les tenants du système ont gagné une partie de la bataille en parvenant à qualifier la destruction de la réglementation économique issue de l'après-guerre des beaux noms de mondialisation, globalisation ou déréglementation. En effet, comment être contre ces termes, porteurs de valeurs positives ? Notre combat idéologique passera également par les mots et il nous revient de qualifier ce qu'est vraiment cette évolution de ce capitalisme sauvage : la loi de la jungle, la loi du plus fort ou l'anarchie néolibérale.

Pire, certains ont réussi à faire passer ce retour en arrière pour moderne. Il s'agit d'une arnaque incroyable tant cette idéologie tend à revenir au capitalisme sauvage du tournant du siècle, celui d'avant les grandes conquêtes sociales. En quelque sorte, pour reprendre Paul Jorion, il s'agit d'une volonté de retour du capitalisme à l'état de nature, d'un déni de tout ce qui fait l'humanité, l'abandon du processus de civilisation où le bien commun et la solidarité l'emportent sur les calculs égoïstes individuels.

Quelques économistes darwiniens ont vendu l'idée que la somme des égoïsmes correspond à l'intérêt général et qu'une main invisible bienveillante veille sur le marché pour promouvoir le « laissez faire » et le « laissez passer ». La crise leur fait perdre une bataille, mais ils n'ont pas encore perdu la guerre...

Source :

<http://www.marianne2.fr>